

RENCONTRES REGIONALES POUR L'AVENIR DE L'AGROALIMENTAIRE

Thème n°7 - «Les stratégies filières. »

15 février 2013 – 14h00 – 17h00

DRAAF Poitou-Charentes

APPUI: REFERENT AGROALIMENTAIRE DRAAF/DIRECCTE (et son équipe)

☐ Objectifs – mission

Le référent se mobilise pour la mise en œuvre, dans sa région, des *Rencontres régionales*.

A ce titre, le référent:

- Coordonne l'action des services de l'Etat, en étroite collaboration avec le Conseil régional, pour le bon déroulement des ateliers régionaux: choix des thèmes de travail, constitution des groupes, réunion des groupes;
- Participe, en tant que de besoin, à un point d'étape avec l'ensemble des industriels pilotes des ateliers thématiques de la région;
- S'assure, auprès des services de l'Etat et du Conseil régional, de la consolidation, par les ateliers thématiques de la région, de leurs travaux selon la présente trame;
- Veille à la réalisation, par le comité de rédaction, de la synthèse régionale des travaux de l'ensemble des ateliers, qui sera envoyée aux administrations centrales.

☐ Contact

M. Johann LEIBREICH, Directeur régional adjoint de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

- Par téléphone et courriel

Bureau: 05 49 03 11 19

Mél: johann.leibreich @agriculture.gouv.fr

- Participation au(x) point(s) d'étape

Date:

Lieu:

Constitution du groupe

☐ Membres

Présents : 17

3 entreprises (dont 2 coopératives)

2 interprofessions

2 administrations

1 collectivité territoriale

3 réseaux

6 institutionnels

☐ Industriel pilote

Mme Yvette THOMAS – Coop de France

☐ Copilote

M. François POIRSON – Coop de France

☐ Secrétaire

Mme Pascale Lhermite (DRAAF)

L'Etat (DRAAF) octroie un cofinancement national pour des projets d'innovation concernant les entreprises agroalimentaires, à hauteur de 50% maximum du montant éligible, en mobilisant deux fonds :

Le FISIAA / FRAII : Fonds d'Intervention Stratégique des Industries AgroAlimentaires / Fonds Régional d'Aide aux Investissements Immatériels

Le CPER 2007-2013 : Contrat de Projet Etat Région

Faciliter le transfert de technologie vers les entreprises et la diffusion de la culture scientifique

La DRAAF intervient par ailleurs en cofinancement des fonds européens (FEADER : Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural, et FEP : Fonds Européen pour la Pêche) à l'intention des entreprises :

Mesure 123A : investissements dans les industries agroalimentaires

Mesure 133 : promotion des signes officiels de qualité

Mesure 124 : Coopération en vue de la mise au point de nouveaux produits, procédés et technologies

Mesure 132-35b : transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture.

FranceAgriMer octroie des aides à l'investissement (matériel, immatériel, de restructuration) aux industries du secteur de la viande, dans le cadre des différents plans filières

MONTANT DES AIDES

DRAAF PC	TYPE INVESTISSEMENTS	MONTANT AIDE (en €)		PERIODE
		moyen (par porteur de projet)	total	
FEADER 123A	matériel	49 428	1 037 992	2008-2014
FranceAgriMer	matériel	111 127	555 635	2010-2012
	immatériel	15 212	121 697	
	restructuration	180 000	360 000	
	collectif	48 700	48 700	
	tous types	67 877	1 086 032	
FRAII	immatériel	79 500	318 000	2007-2014
CPER	immatériel	62 225	268 901	2008-2014
TOTAL AIDES			2 710 925	2007-2014

La loi de Modernisation de l'Economie (LME) :

présentation par M. PAGENOT (DIRECCTE, Pôle 3C)

la Loi de Modernisation de l'Economie : 2 objectifs principaux

Premier objectif : Introduire d'avantage de concurrence

- **Par la réforme de la négociabilité des tarifs** : abandon de la notion de discrimination au profit des CGV catégorielles et des CPV
- **Par la réduction des marges arrière**
- **Par la réduction des délais de paiement conventionnels**

Nouveau formalisme obligatoire : la convention unique annuelle

La loi de Modernisation de l'Economie (LME) :

présentation par M. PAGENOT (DIRECCTE, Pôle 3C)

Deuxième objectif : Renforcer l'encadrement de cette concurrence

Par des sanctions pénales :

- amende de 15 000€ pour le non respect des délais de paiement supplétifs
- amende de 75 000€ pour le non respect des délais de conclusion de la convention unique

Par des sanctions civiles :

- amende de civile jusqu'à 2 000 000€ ou le triple des sommes indûment perçues
- demande de la répétition de l'indue

La loi de Modernisation de l'Economie (LME) :

présentation par M. PAGENOT (DIRECCTE, Pôle 3C)

LES EFFETS POSITIFS de la LME

- Forte diminution de la fausse coopération commerciale
- Disparition de certaines clauses à l'origine de déséquilibre significatif
- réduction sensible des délais de paiement

La loi de Modernisation de l'Economie (LME) :

présentation par M. PAGENOT (DIRECCTE, Pôle 3C)

Les évolutions de la LME

Depuis le 1er janvier 2013 :

« Tout débiteur payant une facture après l'expiration du délai de paiement devra verser à son créancier des frais de recouvrement fixés par décret à 40€. La mention de cette indemnité devra figurer dans les CGV ainsi que sur les factures »

Un projet de loi de consommation : dont l'objectif est de, entre autres :

- remplacer les sanctions civiles et pénales existantes par des sanctions administratives pour l'ensemble des délais de paiement, et dans le domaine de la convention unique
- d'imposer la présence d'une clause contractuelle de révision des prix sur le modèle du code des marchés publics
- d'insister sur la non rétroactivité de la convention unique

- ❑ « La Loi de Modernisation de l'Agriculture et de la Pêche (LMAP) : des avancées dans les relations contractuelles ? » (Coop de France).

Des objectifs de contractualisation mis en œuvre par un ensemble d'articles :

Article 12: l'obligation de contrat

Article 13: l'observatoire des prix et des marges

Article 20: le renforcement des interprofessions

Article 25: la consolidation des OP

Articles 13,14,15: encadrement des relations commerciales dans le secteur des F&L >
notamment suppression des 3R

Une contractualisation à deux niveaux qui est insuffisante

NIVEAU 1 : Les producteurs agricoles et leurs acheteurs (coopératives, négociants, grossistes, industriels, etc., c'est à dire y compris les adhérents et leurs coopératives)

ET/OU un NIVEAU 2: Les opérateurs économiques pouvant être reconnus OP (c'est-à-dire coopératives ou SICA ou sociétés détenues en voix et en capital par les agriculteurs) et leurs acheteurs (industriels, grossistes, etc.)

Des bases juridiques

Prioritairement, accord interprofessionnel homologué ou étendu, après avis de l'Autorité de la concurrence

À défaut, décret en Conseil d'Etat

À ce jour:

- Filière lait par décret 2010-1753 du 31 décembre 2010
- Filière fruits et légumes par décret 2010-1754 du 31 décembre 2010
- Filière ovine par accord interprofessionnel signé le 1^{er} décembre 2010 et étendu par arrêté du 15 février 2011

Les stratégies collectives de filières pour un équilibre des relations commerciales entre tous les acteurs de la filière

- **Soutenir l'émergence de stratégies collectives par le dialogue professionnel et interprofessionnel**
- **Assurer un accroissement et une meilleure répartition de la valeur ajoutée dans toute la filière**

❑ Problématique :

- **Comment améliorer les relations contractuelles au sein des filières,**
- **créer de la valeur ajoutée et la répartir entre les différents maillons**
- **limiter les effets de la volatilité des cours des matières premières**
- **mieux connaître les mécanismes de formation des marges des différents intervenants**
- **reconnaître et communiquer sur des démarches collectives de qualité (SIQO, marques régionales ou d'entreprises) ou « responsables »**
- **faire évoluer le droit de la concurrence**

Les relations commerciales

- La loi de modernisation de l'économie doit-elle être simplement mieux appliquée (clarification de ce qui peut être pratiqué et meilleur respect de la loi) ou modifiée?
- La répercussion des hausses de prix doit-elle obéir à une logique de construction de tarifs en fonction de coûts ou résulter d'un accord contractuel ?
- Comment les pouvoirs publics peuvent-ils améliorer la transparence de fixation des prix (par exemple, en fiabilisant les références de marché dans les secteurs où les cotations ne sont pas fiables ou ne sont pas disponibles) ?
- Comment les pouvoirs publics peuvent-ils améliorer les dispositifs de régulation de marché, notamment dans le cadre de la réforme de la PAC ? Comment améliorer la mise en oeuvre des outils publics communautaires existants ? Quels outils de gestion du risque peuvent-ils en outre être mis en place ?

Loi de modernisation de l'économie

- réaffirmer la primauté des conditions générales de vente comme socle de la négociation commerciale ;
- rappeler que la durée de la convention unique est de 12 mois glissants et ne doit subir aucune rétroactivité ;
- permettre de signer la convention unique lorsque chaque branche le souhaite, avec un délai de deux mois au moins entre la transmission des conditions générales de vente et la conclusion des négociations ;
- adopter des règles parallèles pour prendre en compte une variation des prix des matières premières, qu'il s'agisse d'une hausse ou d'une baisse ;
- exiger une reddition systématique des comptes ainsi que l'insertion du mandat dans la convention unique en cas de recours à un mandat pour définir la coopération en matière de nouveaux instruments promotionnels (NiP) ;
- souhait de voir les procédures juridictionnelles engagées s'achever afin de déterminer le contenu effectif de la notion de « déséquilibre significatif ».
- Indiquer systématiquement l'origine de fabrication du produit.

Observatoire des prix et des marges

☐ Questionnements

- L'Observatoire des prix et des marges est-il un outil que vous connaissez ? Utilisez ? Comment mieux exploiter les résultats ? Et à quel niveau : national, régional ... ?

☐ Pistes d'actions

- Renforcer l'outil et assurer une meilleure diffusion de l'information au travers d'indicateurs spécifiques

Négociation dans la filière

☐ Questionnements

- Est-il encore possible de créer de la valeur ajoutée au sein des filières, ou doit-on considérer celle-ci comme une quantité figée et dont la répartition procède du rapport de force entre les acteurs ?
- Quelles négociations interprofessionnelles sont possibles sur les questions de valeur ajoutée des produits, au sein des filières, dans le respect du droit et sous la contrainte d'un pouvoir d'achat du consommateur qui tend à stagner ?

☐ Pistes d'actions

- Renforcer le dialogue de filière, notamment dans le cadre des interprofessions et par le biais du développement de la contractualisation instaurée dans la loi de modernisation de l'agriculture (LMAP) du 27 juillet 2010.
- Adapter les règles pour prendre en compte une variation des prix des matières premières, à la hausse ou à la baisse
- Faciliter les négociations au sein des filières, au travers de contractualisations collectives, menées par des structures interprofessionnelles reconnues par les pouvoirs publics.
- S'appuyer sur les SIQO, les marques régionales, d'entreprises et démarches « responsables » pour pour développer la contractualisation.

Les producteurs, les IAA, la grande et moyenne distribution, 3 acteurs de la filière

Une très forte concentration des acheteurs. Les entreprises veulent agir plus directement sur les relations commerciales (les aides de l'Etat ne sont pas suffisamment incitatives, les actions favorisant des relations commerciales équitables sont un axe à privilégier).

Des fournisseurs qui dépendent de la grande distribution pour 70% des débouchés des produits agricoles et agroalimentaires. Une forte volatilité des prix agricoles. Il faut veiller à ce que le producteur ne devienne pas le parent pauvre des négociations (les matières premières ont une part faible dans le coût du produit vendu, volatilité des cours des marchés des matières premières)

Deux lois récentes introduisant de nouveaux principes et modalités : loi de modernisation de l'économie (2008) réformant les relations commerciales, loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (2011) promouvant la contractualisation producteurs/premiers acheteurs :

- La LME répond à une attente forte de l'amont mais n'est pas suffisante (cas de l'élevage et rapport de force défavorable avec la distribution)
- La contractualisation instaurée par la LMAP permet de renforcer le dialogue mais n'apporte pas de réponse à certaines filières d'élevage
- La LME n'encadre pas les contrats MDD

Proposition d'actions

☐ Propositions d'actions à mettre en œuvre au niveau national

Renforcer le cadre législatif à travers les LME, LMAP et les futures loi d'avenir et loi sur la consommation :

- intégrer d'une **clause de révision des prix** permettant de répercuter les variations plus importantes des cours des matières premières,
- **Intégrer un indexation des prix sur les coûts de production** (indice IPAMPA) pour toutes les filières.
- **inscrire les contrats « marques de distributeurs »** dans le cadre législatif permettrait de limiter les dérives actuellement constatées.

Palier les limites de la contractualisation pour les filières d'élevage, dont les modes de production empêche tout ajustement rapide de l'offre à la demande, par **d'avantage d'interventionnisme de l'État pour réguler la production en amont.**

Créer au plan national des comités interfilières (disposant aussi d'ancrages territoriaux) arbitrés par l'Etat.

Communiquer pour sensibiliser le consommateur : le **comportement du consommateur** est déterminant pour l'acte d'achat et des **actions de sensibilisation et de communication** pourraient influencer sur ce dernier en faveur des produits de qualité terme étant de renforcer la compétitivité des entreprises agroalimentaires toutes les retombées économiques, sociales et environnementales.

Proposition d'actions

☐ Propositions d'actions à mettre en œuvre au niveau régional

Développer l'achat responsable via la mise en place d'un dispositif de communication valorisant les démarches menées en filière. Exploiter les possibilités de décliner une marque régionale générique « Poitou-Charentes ».

Valoriser et renforcer les démarches régionales engagées dans le domaine des circuits courts.

Créer des comités professionnels par filière pour favoriser le développement de relations économiques durables et équilibrées entre les maillons.

Encourager la mise en place de dispositifs de contractualisation amont-aval sur les produits SIQO et/ou sous marque générique.